



"H" comme Hery R. ou comme HVM...

L'édition 2015 de la carte annuelle des risques, réalisée par « Control Risks », un cabinet de conseil britannique, indique clairement que les risques politiques et de sûreté bas pour les entreprises, en Afrique, sont qualifiés

« d'extrême »

en Centrafrique et en Somalie et

« d'élevé »

(

High

—

H sur la carte

) en Algérie, au Burundi, en Côte d'Ivoire, au Congo, en Égypte, en Libye, à

Madagascar

, en République Démocratique du Congo et au Zimbabwe.

Le rapport de « Control Risks » ([rapport complet en anglais et en PDF ICI](#)), rendu public le 09 décembre 2014, a fait l'objet de recherches et d'analyses minutieuses sur les risques sécuritaires, géopolitiques et économiques pour les entreprises et les personnes à travers le monde. Intitulé «

le nouveau désordre mondial »

, le document donne un aperçu très sévère et critique de l'environnement économique et sécuritaire à travers le monde. Les risques politiques pour les entreprises sont mesurés en fonction des réglementations défavorables, de l'insécurité juridique, de l'exposition à la corruption, de la nationalisation ou de sanctions internationales.

Seuls six pays africains se situent dans la catégorie des pays à « risques politiques bas » (*Low*

—

L

sur la carte). Il s'agit du Botswana, du Cap-Vert, du Maroc, de Maurice, de la Namibie et des Seychelles.

Réalisé en collaboration avec des chercheurs de la firme « *Oxford Economics* », le rapport de « *Control Risks* »

précise que l'augmentation des risques dans les économies émergentes est liée aux perspectives encourageantes offertes par les pays en développement.

Recueillis par Jeannot Ramambazafy